

Quand je parle de l'opportunité de ce budget compte tenu de la conjoncture, je veux qu'une chose soit bien entendue. Je ne dis pas qu'il est toujours mal d'augmenter les impôts et que l'austérité n'est jamais une politique à pratiquer de la part d'un gouvernement. Ce n'est pas ce que je prétends. Je sais qu'il n'est pas très bien vu de parler de hausses fiscales dans certains milieux. Aux États-Unis, c'est le meilleur moyen pour un candidat politique de sombrer dans l'oubli, paraît-il, et l'austérité n'y serait pas populaire non plus.

Mais il importe peu que vous soyez libéral ou conservateur en matière d'austérité fiscale. C'est, à la vérité, une question qui doit tenir compte des besoins de l'économie et de l'état des finances gouvernementales du moment.

Il est certain qu'il y a des périodes dans notre cycle économique où il faut envisager des augmentations d'impôt. Les restrictions sont également importantes et doivent être prises au sérieux lorsque le déficit augmente, lorsque les programmes sociaux augmentent trop rapidement ou lorsqu'il y a des problèmes de gestion dans ces programmes.

Je ne voudrais pas que l'on dise de l'autre côté que je fais une critique irresponsable de leur budget. Il faut parfois augmenter les impôts. Contrairement aux Américains, je pense qu'on peut dire des Canadiens qu'ils sont prêts à payer plus d'impôts s'ils savent que ceux-ci sont justes et qu'ils seront utilisés à quelque chose d'utile. C'est là où le budget échoue. Ce n'est pas le moment d'augmenter les impôts. Ce n'est pas le moment, et ce ne le sera jamais, d'imposer le genre d'augmentation que propose le budget.

Monsieur le Président, le gouvernement Trudeau, pendant sa dernière législature, a connu une période économique très difficile. Les taux d'intérêt étaient élevés, le déficit était élevé, et on s'inquiétait à tort du fait que le Canada traversait une des plus graves récessions de l'après-guerre, en fait la plus grave depuis la grande dépression.

On peut revenir en arrière et, rétrospectivement, voir ce qui aurait pu être fait pour résoudre ou soulager le problème. Toutefois, une chose est claire: lorsque le présent gouvernement a pris le pouvoir en 1984, le cycle économique était à un point où la situation s'améliorerait vraiment, pas seulement au Canada, mais aux États-Unis également. Les taux d'intérêt baissaient et l'emploi augmentait. Les sociétés commençaient à faire d'énormes bénéfices, alors qu'en 1980, 1981 et 1982 elles avaient fait des pertes et que, de ce fait, elles n'auraient pas de bénéfices

imposables avant quatre ou cinq ans. Le déficit était élevé, j'en conviens. Nous pensions que 170 milliards c'était beaucoup.

La conjoncture économique dans laquelle le gouvernement a pris le pouvoir était idéale pour adopter un budget contracyclique susceptible de réduire le déficit et de prendre le contrôle des programmes gouvernementaux. Les ministériels le savaient. Durant la campagne électorale, ils ont qualifié le déficit de scandaleux et ils ont dit qu'ils tenaient à le réduire, que l'économie le permettrait et que nous pourrions survivre à un budget qui promettait d'être austère, selon le député de St. John's-Ouest (M. Crosbie).

A mon avis, monsieur le Président, le gouvernement a manqué le bateau. Il a eu quatre ans pour profiter de l'augmentation de l'emploi—qui a ajouté 1,5 million de contribuables au système— et des bénéfiques records des sociétés canadiennes qui lui fournissaient une occasion en or pour s'attaquer au déficit, et il ne l'a pas fait. Au contraire, il a laissé croître le déficit. Durant les quatre années que le gouvernement a été au pouvoir, le déficit a augmenté plus que dans toute l'histoire du Canada avant 1984, y compris les années très prodigues, selon les ministériels, au cours desquelles le gouvernement Trudeau présidait à une très grave récession internationale.

Donc, le gouvernement avait l'occasion de prendre ses responsabilités économiques, de réduire les dépenses et d'augmenter les impôts et il prétendait avoir le courage nécessaire pour le faire. Il avait reçu, dans ce but, le plus fort mandat électoral de l'histoire du Canada et il l'a gaspillé. Cette fois-ci, il a fait beaucoup de propagande et il a promis d'être très généreux en matière de soins médicaux, de garderies et de protection du réseau de sécurité sociale du Canada, mais son budget nous montre que ses promesses ne valent rien. Au moment où nous étudions ce budget dur et injuste, comme je le ferai en détail dans un instant, nous devons nous rappeler que la situation économique actuelle est très différente de celle d'il y a quatre ans. Le gouvernement Trudeau avait légué au gouvernement actuel des tendances qui lui auraient permis de présenter un budget restrictif. Même si on a réécrit l'histoire des années Trudeau, les faits sont là. Le pays aurait pu supporter des restrictions budgétaires et

*Le budget—M. Kaplan*